



Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

MODIFIANT LES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET PROLONGEANT LA DUREE D'AUTORISATION DE LA CARRIERE EXPLOITEE
PAR LA SOCIETE CARRIERES GENET RASORI
SITUEE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FONTAINE LA GUYON, COURVILLE SUR EURE ET SAINT LUPERCE
- N°ICPE : 2674

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant la Société Carrières Genet Rasori à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint Luperce;

Vu la demande de prolongation de la durée d'autorisation déposée par la Société Carrières Genet Rasori par courrier du 3 avril 2013 et complétée par mail du 16 avril 2013 ;

Vu le dossier joint à la demande susvisée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 19 avril 2013 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation Carrière – du 22 mai 2013 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la Société CARRIERES GENET RASORI ;

Considérant que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la prolongation de la durée d'extraction sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible;

Considérant que la demande de modification ne constitue pas une modification substantielle;

Considérant que les modifications présentées doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires en vertu de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1

La Société Carrières Genet Rasori - dont le siège social est situé 38 rue du général de Gaulle à Saint Georges sur Eure (28190) - est tenue de respecter les dispositions suivantes modifiant l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint Luperce.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I.2.C DUREE DE L'AUTORISATION

L'échéance de la présente autorisation d'exploiter une carrière, incluant la remise en état du site, est fixée au 9 juin 2016 (dont 1 an pour terminer la remise en état). L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année qui précède l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état doit être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation.»

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article II.1.A de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« II.1.A MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

Entre juin 2013 et la fin de l'autorisation, l'exploitation est menée en 1 période. Pour cette période, le montant de garanties financières est de 611 712,74€ établi selon les surfaces S1, S2 et S3 reprises dans le tableau ci-dessous :

S1	S2	S3
7,41 ha	11,58 ha	0,1360 ha

Le montant de garanties financières permet la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence de cette période est celui en vigueur au mois de décembre 2012, soit 702,1.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

Article 4

Les annexes au présent arrêté complètent les annexes de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006.

Article 5 – APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

ARTICLE 6 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex,

- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, aux Maires des communes de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Saint Luperce.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, MM les Maires de Fontaine la Guyon, Courville sur Eure et Mme le Maire de Saint Luperce, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR COPIE CONFORME

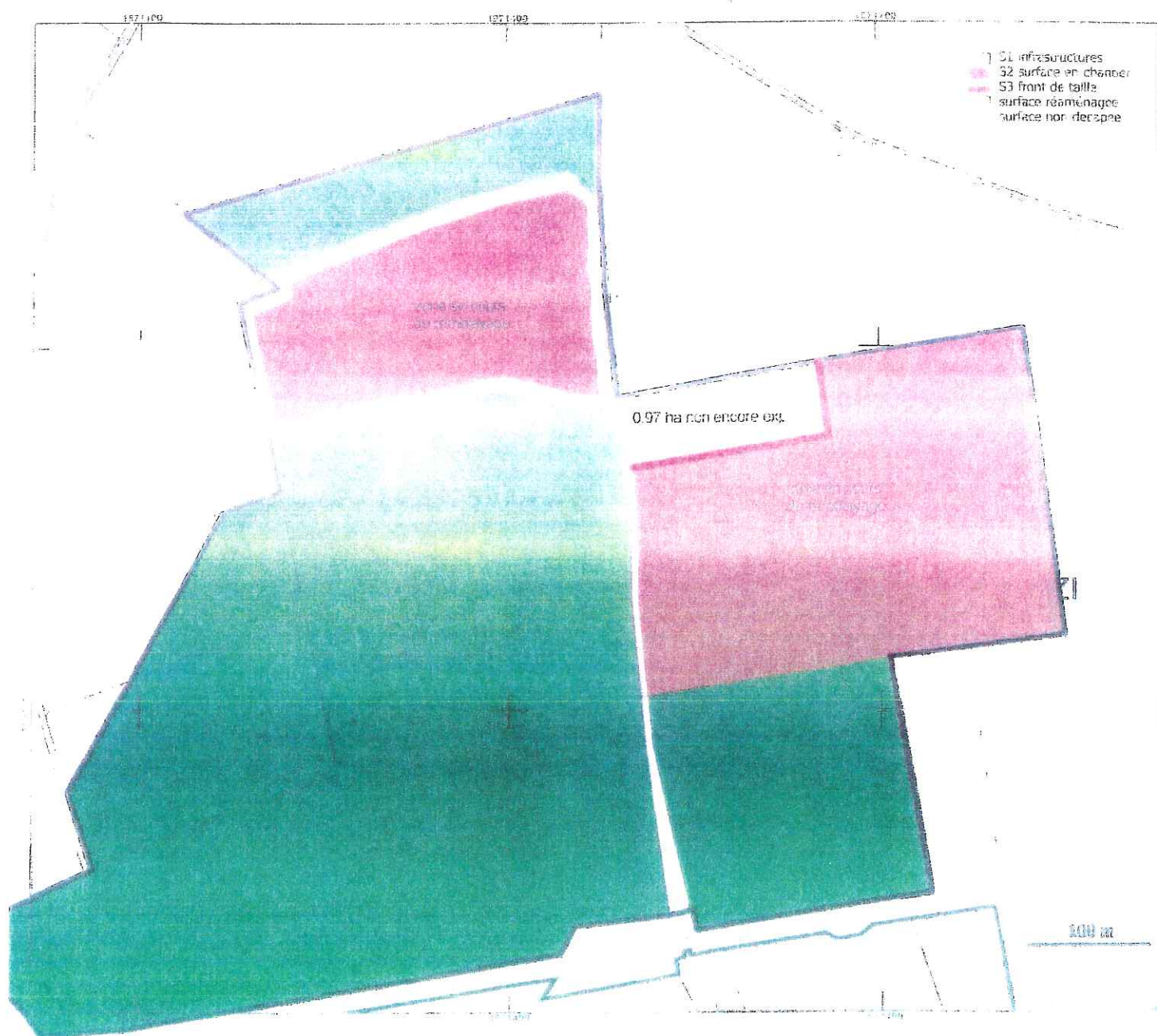
Fait à CHARTRES, le 3 JUIN 2013

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

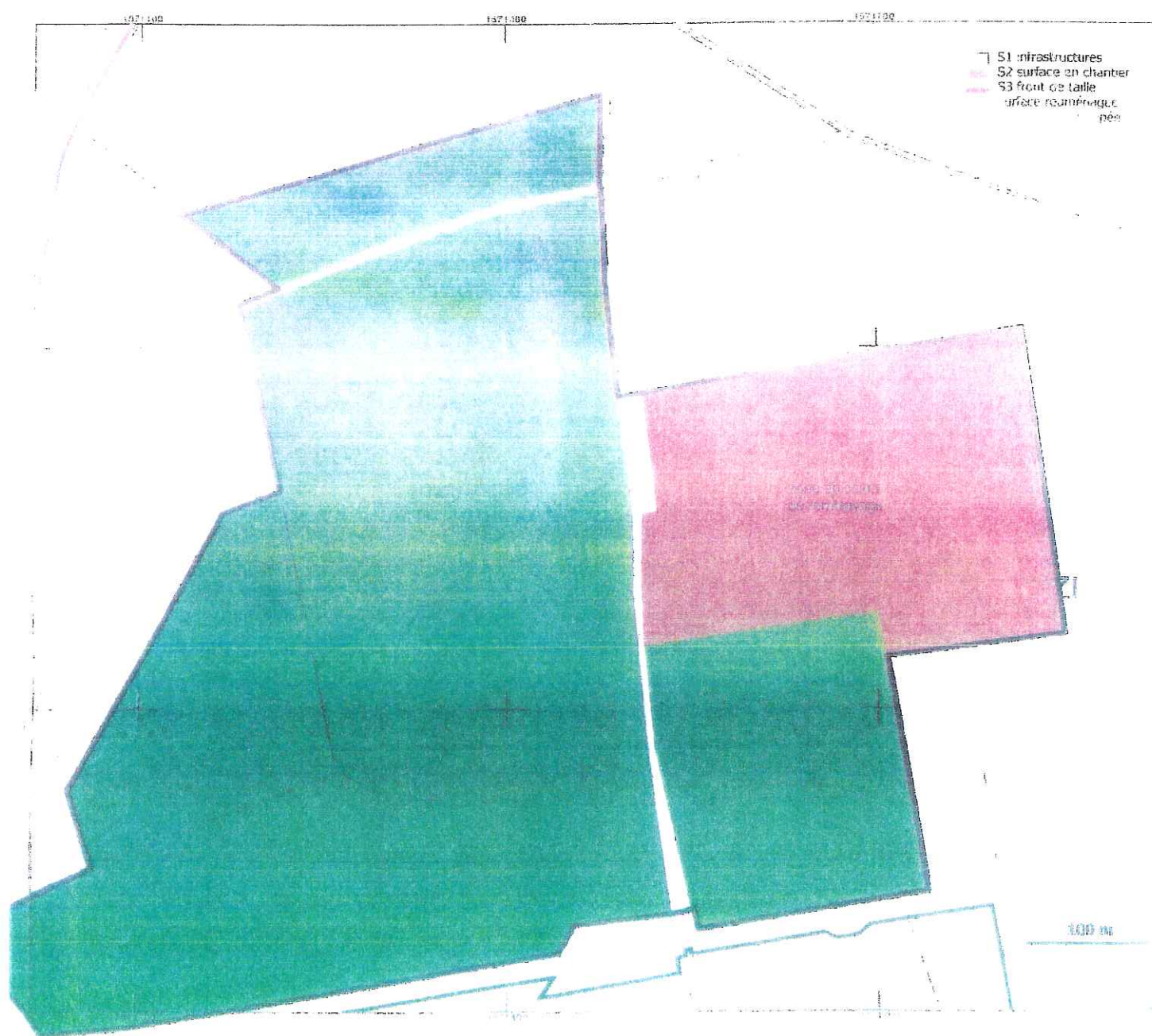
Jean-Paul VICAT

Etat d'avancement en juin 2014

il reste 6 mois d'exploitation



Etat d'avancement en juin 2015



Etat d'avancement en juin 2016

